



Afrique du Sud Terres blanches, espoirs noirs

Vue aérienne de la plus grande exploitation de canne à sucre d'Afrique du Sud, près de Mkuze (province du Kwazulu-Natal). PHOTOS: JEROME DELAY/AP POUR « LE MONDE »

A l'approche des élections du mois de mai, la question de la redistribution des terres est au cœur du débat politique. Le président Cyril Ramaphosa défend un projet d'expropriations sans compensations pour corriger des inégalités héritées de l'apartheid, au risque de déclencher de nouvelles violences raciales

JEAN-PHILIPPE RÉMY

COLIGNY, TZANEEN, NELSPRUIT, MOKOPANE, WHITE RIVER, MKUZE (AFRIQUE DU SUD) - envoyé spécial

P

eu après la petite ville de Coligny, au milieu des champs, l'asphalte de la route est encombré par les restes d'une émeute qui n'a pris fin qu'à l'aube. Du pneu brûlé, des pierres, des tessons de verre, quelques bâtons encombrant la chaussée. Les restes habituels des manifestations à travers l'Afrique du Sud, lorsque les plus pauvres s'efforcent d'attirer l'attention sur leur désarroi, ou tâchent d'obtenir de municipalités corrompues le rétablissement de services de base. Cette fois-ci, la colère a éclaté près d'un bidonville dont les baraques de métal cabossé ceinturent Coligny, dans la province du Nord-Ouest, à 200 kilomètres de Johannesburg.

C'est ici la région agricole du veld. Partout, la campagne plate et sèche se déploie à perte de vue, avec des silos fatigués comme rare relief. Des champs si grands qu'on n'en distingue pas la fin. Lorsque les cultures auront poussé, il y aura là des étendues vertes dont la taille donne le vertige. Tout aussi vertigineux est le contraste entre ces riches et vastes domaines et les microscopiques parcelles des habitants des bidonvilles. Ces disparités sont peut-être à l'orée d'un important bouleversement. Une réforme de la terre, incluant la possibilité de recourir à des expropriations sans compensation, est en cours d'élaboration. Et cela enthousiasme et effraie, tout à la fois, l'Afrique du Sud.

Il faut encore passer une bonne demi-heure sur des routes désertes pour arriver chez

John Rankin, fermier à Gerdau, un minuscule hameau. « J'avais peur que vous ne puissiez pas passer à cause des violences, dit-il, mais c'est comme ça tout le temps, désormais. Je ne sais pas où cela nous mène. »

Plus tard, il explique sa théorie : des agitateurs parcourent les townships ou les *informal settlements* (bidonvilles) dans les petites agglomérations rurales et poussent à l'émeute. Comme un échauffement des esprits, en prélude à des troubles plus graves. Ils appartiendraient à la formation des Combattants pour la liberté économique (Economic Freedom Fighters, EFF) de Julius Malema, l'homme qui a appelé à corriger les inégalités sud-africaines en brandissant l'étendard d'une « révolution » et parfois, aussi, en mentionnant la possibilité de violences raciales. Il est surtout le premier à avoir milité pour une redistribution à la population noire de terres possédées par les Blancs, de manière radicale au besoin. Julius Malema appelle déjà à des « invasions de terres » à travers le pays.

RÉSOLUTION SURPRISE

L'homme ne parle pas dans le vide. Voyant approcher les élections générales de mai et la perspective de perdre une majorité acquise depuis le premier scrutin multiracial de 1994, le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), a adopté, lors de sa conférence nationale de décembre 2017, une résolution surprise : un projet de réforme agraire fondé sur l'idée qu'était venu le temps des réparations historiques, et prévoyant de recourir à des expropriations sans compensation.

Les termes, à ce stade, restent vagues. Des indications ont été distillées sur les cibles de cette réforme aux contours encore flous : elles

concerneraient uniquement des terrains inoccupés, ou inemployés, notamment par les sociétés minières qui en possèdent d'énormes surfaces à travers le pays. La compagnie Anglo American a promis de faire une annonce en ce sens, prélude peut-être à une redistribution encadrée par ses soins.

Mais ce processus ne règlera pas le problème de fond. La dépossession dont ont été victimes celles et ceux dont les terres ont été confisquées par des Blancs, notamment à la suite de la loi de 1913 qui avait refoulé l'ensemble des Noirs sur 7 % du territoire national (chiffre qui sera ensuite étendu à 13,6 %), n'a ainsi pas pu être effacée par les mesures prises après la fin de l'apartheid. Place, désormais, à une nouvelle approche : celle des expropriations.

Pour tempérer le choc, il était stipulé que cette mesure devrait être mise en place à condition qu'elle permette un décollage de l'économie sud-africaine, en difficulté croissante. Le taux de chômage (27 % officiellement, près de 50 % chez les jeunes Noirs) y est l'un des plus importants au monde, plus élevé même qu'aux Etats-Unis pendant la Grande Dépression. Les exploitations agricoles y sont très endettées, à hauteur de 160 milliards de rands (plus de 10 milliards d'euros). En cas de transmission de propriétés dans le cadre de la réforme, il est établi que la dette liée à une terre serait perdue pour les créanciers. L'impact d'une expropriation sur le système financier serait donc sérieux, affectant d'autres secteurs de l'économie.

L'ANC s'est fixé un plan prévoyant de créer 1 million d'emplois dans l'agriculture d'ici à 2030 en donnant naissance à une armée de petits paysans. Mais les petites exploitations seront-elles viables, si aucun appui n'est fourni aux nouveaux propriétaires ? Une première réforme, fondée sur le volontariat et mise en place après 1994, avait échoué en partie par défaut d'aides de ce type, mais aussi en raison de la corruption parmi les acteurs des réformes sur le terrain. Au total, environ 800 millions d'euros ont été dépensés par l'Etat, et 4,9 millions d'hectares achetés pour être redistribués. Mais la corruption a entaché le processus. Au fil des années, les transactions ont diminué. A ce train, rien n'allait jamais changer.

A-t-on manqué une occasion historique de réparer le passé ? Un des plus gros fermiers (blancs) du pays, qui possède 100 000 hectares et emploie 10 000 personnes – mais a souhaité ne pas voir son nom cité –, le pense :

« Le texte de la première réforme [après 1994 et la fin du pouvoir blanc] était l'un des meilleurs au monde. Malheureusement, la mise en œuvre a été un désastre. A côté de chez moi, il y a une belle ferme de 1 500 hectares qui a été "redistribuée" en 2001. En plus de quinze ans, ils n'ont pas produit une tomate. » Il raconte avoir vu des cas de corruption impliquant à la fois des agents de l'Etat et des fermiers blancs, s'accordant pour surévaluer les fermes « à trois fois le prix du marché », afin de récupérer des pots-de-vin.

« L'EXPROPRIATION, C'EST LE VOL »

La nouvelle réforme, par comparaison, lui semble plus dangereuse : « On est désormais dans le populisme. On ne peut plus avoir un débat rationnel. Il n'y aura pas de réforme à la carte, avec des expropriations dans certains secteurs, et pas dans d'autres. Toute forme de propriété pourra être convoitée par des responsables politiques, et saisie. » Retournant involontairement l'expression de l'anarchiste Proudhon (1809-1865), il résume sa pensée : « L'expropriation, c'est le vol. » Avant de conclure sombrement : « Je ne vois aucun compromis à l'horizon. Lorsque les saisies vont commencer, tout sera touché, et pas seulement les fermes. » Un avis partagé par Terence Corrigan, de l'Institut sud-africain des relations raciales (SAIRR), qui affirme : « C'est un coup à ruiner l'économie, non seulement le secteur de l'agriculture, mais tous les autres. Il n'y aura pas un investisseur qui voudra mettre 1 dollar dans ce pays, qui en a pourtant bien besoin, s'il est établi que votre propriété peut être saisie. »

De leur côté, les tenants de la réforme affirment qu'au contraire c'est sauver le pays et son économie que de briser son piège racial, hérité de l'apartheid. La terre est devenue le pivot autour duquel la « réinvention » du pays pourrait s'effectuer. Aussitôt devenu président, en février 2018, Cyril Ramaphosa a défini ce qui, pour lui, résume le mieux la question de la terre en Afrique du Sud : il s'agit du « *péché originel* » de la domination des colons. Longtemps, les chiffres sur la possession par les groupes raciaux des terres d'Afrique du Sud sont demeurés l'objet de spéculation. En février 2018, un audit du ministère du développement rural et de la réforme agraire a donné des précisions : les Blancs possèdent 72 % des terres dont la propriété est individuelle. Ce type de propriété concerne 39 % de la superficie des terres, le reste étant réparti entre l'Etat, les sociétés et compagnies diverses, les communautés locales et les trusts. Ingonyama,

L'ANC S'EST FIXÉ
UN PLAN
PRÉVOYANT DE
CRÉER 1 MILLION
D'EMPLOIS DANS
L'AGRICULTURE
D'ICI À 2030
EN DONNANT
NAISSANCE
À UNE ARMÉE
DE PETITS PAYSANS



Ntombikayese Mauis Nkosi, 56 ans, et son mari, George Johannes Manzini, 78 ans, sur la parcelle qu'ils cultivent avec l'aide d'un syndicat agricole, à Salubindza (province de Mpumalanga).

l'un de ces trusts, est dirigé par le roi de la nation zouloue, Goodwill Zwelithini, qui contrôle 28 000 kilomètres carrés (un territoire plus grand que le Rwanda, par exemple), soit 30 % de la province du Kwazulu-Natal. Il a menacé de déclencher une « guerre » contre ceux qui voudraient toucher à ce domaine, et d'appeler à voter contre l'ANC en 2019.

Il n'est pas le seul à agiter la menace de violences. « Si les expropriations commencent, ce sera la guerre civile », dit calmement John Rankin. On ne va pas laisser les choses arriver gentiment comme ils ont fait au Zimbabwe. Nous, on n'a nulle part où aller. » Aujourd'hui, John Rankin est détendu, souriant, mais il porte à la hanche une arme de poing qui ne le quitte jamais. C'est désormais la consigne parmi les fermiers blancs de la région, entre les villes de Coligny et de Lichtenburg. A cause des attaques de fermes. « Ils [les assaillants] veulent des armes, des voitures et des téléphones », dit-il. Le reste ne les intéresse pas. » Il n'y a plus d'argent liquide dans les fermes, ou si peu. Les petits fermiers sont ruinés. Les plus gros ont des cartes de crédit.

Partout, des clôtures, des fermes, des *bakkies* (le pick-up typique de la campagne sud-africaine). La nuit, on illumine les façades des maisons avec des spots pour dissuader les voleurs. Dans ce monde, John Rankin fait figure de modèle. A travers lui, c'est la quatrième génération qui exploite cette terre, et il a fait croître et embellir le domaine familial. Il a l'expérience de l'agriculture, une solide formation économique, pas mal de flair pour acheter les bonnes terres, et des banques fidèles derrière lui : la clé du succès. Il possède désormais 2 000 hectares.

Ce matin, il regarde attentivement ses tracteurs Landini bleus pulvériser de l'herbicide dans un champ qui s'étend à perte de vue. Il faudrait déjà planter le maïs transgénique de Monsanto, mais les pluies ont tardé. La sécheresse est désormais constante, et l'exploitation s'est adaptée avec des techniques, des semences, du matériel nouveaux. On ne laboure plus. Le rendement sera bon. John Rankin peut dire avec exactitude combien coûte chaque hectare et combien il rapportera. Il peut aussi se projeter à six mois, un an, dix ans. Il a en tête des courbes de prévisions pour tout ce qui concerne la culture des céréales, notamment le maïs, mais aussi le soja, dans toute la province du Nord-Ouest. Il prédit même : « D'ici dix ou quinze ans, nos exploitations seront trop petites pour être viables. Nous, les fermiers, on sera obligés de mettre nos terres

« SI LES
EXPROPRIATIONS
COMMENCENT,
CE SERA LA GUERRE
CIVILE. ON NE VA
PAS LAISSER LES
CHOSSES ARRIVER
GENTIMENT COMME
AU ZIMBABWE »

JOHN RANKIN
fermier blanc à Gerdau

ensemble et de les confier à de grosses sociétés agro-industrielles. On recevra juste nos dividendes... Enfin, tout ça, c'est dans le cas où on sera toujours propriétaires, bien entendu... »

Le vent rabat les effluves chimiques sur le veld. Historiquement, cette région était une république boer (« fermier », nom autrefois de la population afrikaner). Jusqu'à la fin de l'apartheid, les fermiers étaient blancs, et les employés noirs. Un quart de siècle plus tard, le changement ne saute pas aux yeux. John Rankin n'a rien d'un extrémiste, mais l'idée de devoir lâcher la terre lui semble une hérésie, une bombe pour le pays. « Il faudrait un grand débat national pour repenser l'économie », explique-t-il, « et la répartition des terres fait partie des questions à débattre. Je n'ai rien contre une réforme agraire bien menée, mais nous ne sommes pas sur la bonne voie, surtout si on espère régler les inégalités en Afrique du Sud. Il y a peut-être trois mille fermiers [blancs] et dix millions de pauvres dans ce pays. Ce n'est pas avec cette réforme qu'on va amener tout le monde à la prospérité. » Et de reprendre ses chiffres, ceux avec lesquels il jongle en permanence. « Aujourd'hui, il faut 1 600 hectares pour vivre bien, là où 800 suffisaient il y a dix ans. Avec une centaine d'hectares, un fermier ne peut même pas s'acheter une voiture. Nos rendements sont trop faibles. Nous n'avons aucune subvention. »

Lorsqu'il n'est pas sur sa ferme, John Rankin travaille pour Cofco, une compagnie d'agro-business chinoise qui exporte une grande partie des céréales de la région. Le plus gros des récoltes s'en va vers l'Asie, surtout le Vietnam. Le maïs jaune part au Mexique, le maïs blanc au Japon. Lorsqu'il parle des pays d'Afrique et de leur potentiel agricole, John Rankin dit qu'ils sont du « bon côté » (sur la façade orientale, le long de l'océan Indien), ou « du mauvais côté » (sur l'Atlantique). Le « fermier commercial » (en opposition aux « petits fermiers ») n'a pas que des chiffres en tête : il connaît aussi la globalisation sur le bout des doigts. Il maîtrise les nouvelles semences, les espèces, les cours des matières premières. Il pourrait être dans le même champ, avec les mêmes variables, le même maïs transgénique, sur d'autres continents.

A cette différence que, lorsque vient la nuit, les fermiers de la région de Coligny saisissent leurs armes et vont patrouiller autour de leurs fermes. Ces groupes sont une forme de résurrection des anciens « commandos », ces structures d'autodéfense de fermiers déployées dans la campagne sud-africaine jus-

LE CONTEXTE

ÉLECTIONS

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déjà lancé son parti, le Congrès national africain (ANC), dans la course aux élections générales qui doivent se tenir en mai. Au pouvoir depuis la fin du régime de l'apartheid, il y a vingt-cinq ans, la formation de Nelson Mandela fait figure de grand favori du scrutin, malgré le recul de sa popularité. L'ANC a vu son image sérieusement écornée sous la présidence calamiteuse de Jacob Zuma, poussé vers la sortie en février 2018 par une série de scandales de corruption.

PROMESSES

M. Ramaphosa a promis de corriger les « erreurs du passé » et de doubler les créations d'emplois. Il a également répété sa détermination à « accélérer la réforme foncière qui, là où c'est approprié, autorisera les expropriations sans compensation ». Très populaire chez les sans-terre noirs, cette mesure inquiète les milieux d'affaires et la minorité blanche.

qu'aux années 1990. Quand on lui demande s'il s'agit là d'une résurgence du passé, l'ami de John Rankin avec lequel il patrouille cette nuit-là préfère en rire : « Mais non, les commandos, c'était du grand n'importe quoi ! Les gars avaient la gâchette facile. »

Ils enfilent des gilets pare-balles munis de plaques de protection efficaces contre des munitions de kalachnikovs (ils ont testé), allument la radio reliée à un quartier général de Coligny, sous contrôle de la police. Désormais, ils font office d'auxiliaires de la force publique. Tout cela est aussi légal qu'inquietant. Il y a quelques jours, ils ont mis en fuite un groupe d'hommes équipés de systèmes de vision nocturne. Ils se cotisent pour essayer d'acheter un gros drone avec capteur thermique pour suivre les véhicules en cas d'attaque. John finit par en rigoler : « Je ne suis pas dans la sécurité. Je suis fermier, quand même. »

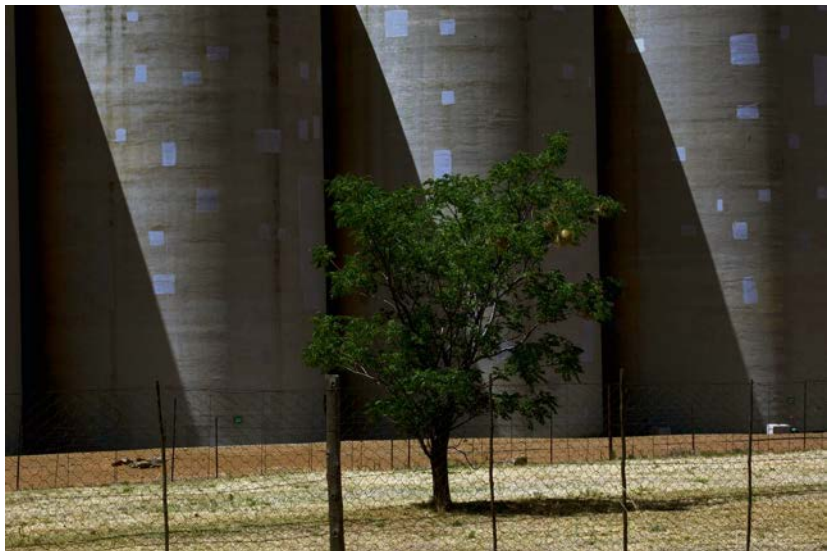
« TOUT BRÛLER »

Ailleurs dans le pays, dans le monde des fermes blanches, la tension monte, mais c'est la réforme qui agite les esprits. Dans le Mpumalanga, plus à l'est, non loin du Swaziland, dans une réserve naturelle, le propriétaire a demandé qu'on se prépare à « tout brûler » si la réforme est mise en place. Dans son bureau du Syndicat agricole du Transvaal (TAU), près de Pretoria, Bennie Van Zyl s'alarme du climat qui règne parmi les membres de son organisation : « J'arrive encore à les retenir, je leur dis qu'il faut être patient, qu'on peut discuter. Mais il suffirait d'une étincelle ou d'une annonce qu'on commence à saisir des terres, et ce sera la guerre. »

Des fermiers blancs parlent d'émigrer. Bennie Van Zyl a exploré la Géorgie. D'autres tentent leur chance ailleurs, au Mozambique ou en Zambie. Certains ont vendu leurs possessions, chargé leur *bakkie* et fait la route en convoi jusqu'au nord du Congo-Brazzaville, ou jusqu'au Nigeria, comme au temps du Grand Trek, au XIX^e siècle, lorsque les fermiers boers du Cap décidèrent de quitter cette région pour échapper à la domination anglaise. Seuls certains gros propriétaires parviennent à conserver leur calme : « Vous savez, je peux continuer à exploiter des terres sans les posséder », dit l'un d'eux. Un autre assure avoir « plus de trente voitures, et chacune d'entre elles est enregistrée auprès d'une société différente. Pour prouver qu'elles sont à moi et me les prendre, bon courage ! »



L'agriculteur John Rankin, chez lui, à Gerdau (Nord-Ouest). Chaque nuit, il patrouille avec les fermiers de la région pour surveiller leurs terres. Propriétaire de 2 000 ha, il vend la majeure partie de ses récoltes, conservées dans d'immenses silos, à l'industrie agroalimentaire asiatique.



A Gerdau, la « laerskool » (école primaire en afrikaans) est surtout fréquentée par les enfants de fermiers blancs. Les élèves noirs ne sont acceptés que s'ils suivent les cours en afrikaans. L'établissement est sécurisé par une clôture électrifiée.

PHOTOS : JEROME DELAY/AP
POUR « LE MONDE »



SUITE DE LA PAGE 15

La vérité est qu'une partie du monde rural, ici comme ailleurs sur la planète, est en déclin. Dans les campagnes sud-africaines, les petites exploitations à l'ancienne se meurent. Chez les Blancs, de plus en plus de fermiers, en vieillissant, découvrent que leurs enfants préfèrent vivre à la ville. Ou s'en aller. « Nous sommes une espèce en voie de disparition », résume Susan Wessels, directrice de la *laerskool* (école primaire en langue afrikaans) de Gerdau, où vont les enfants de John Rankin et qui menace de fermer bientôt.

«NOTRE ÂME DOIT ÊTRE RÉPARÉE»

Pourtant, certains responsables des syndicats agricoles, notamment le syndicat de gros fermiers Agri South Africa (AgriSA), ont adopté un ton plus optimiste, s'efforçant de faire partie de la solution plutôt que de s'opposer frontalement au changement, et pariant surtout sur une réforme plus douce. Conscients que le pays ne peut continuer à vivre éternellement avec des inégalités sociales et raciales exacerbées. Annelize Crosby, responsable du dossier terres à AgriSA, le dit sans hésiter : « Nous n'avons pas le choix. Si nous restons dans la situation actuelle, tout va mal se terminer et on finira rejetés à la mer [expression imagée en usage en Afrique du Sud pour parler de l'idée de l'expulsion des Blancs]. »

Un courant en faveur de la réforme a émergé dans l'opinion publique. Ce n'est pas seulement parce que Julius Malema, dans ses discours enflammés, promet des terres pour tout le monde. Plus en profondeur, l'Afrique du Sud réalise que cette question est au centre du renouvellement de son contrat national. « Il est évident que cette réforme est indispensable, parce que c'est notre âme qui doit être réparée en retrouvant les terres arrachées à nos parents », résume Ithateng Mokgoro, architecte, ancien organisateur des conférences en ligne TEDx Soweto, en train d'opérer sa propre reconversion – justement dans l'agriculture, après avoir consacré l'une de ses conférences à cette question.

Un panel présidentiel a été nommé en septembre 2018, avec la mission de définir les termes de la réforme. Ses dix membres ont tous des compétences dans ce secteur. Ils sont dirigés par Vuyokazi Mahlati, qui est aussi la présidente du principal syndicat de fermiers noirs d'Afrique du Sud (African Farmers Association of South Africa, Afasa). A leur dernier congrès, le 19 septembre, dans une banlieue de Johannesburg, Jessie Duarte, secrétaire générale ad-

« LA RÉPARTITION MASSIVEMENT INÉGALE DE LA TERRE N'EST PAS SEULEMENT UN HÉRITAGE REGRETTABLE DE L'APARTHEID, C'EST UNE CONTINUATION INACCEPTABLE DE L'APARTHEID »

CYRIL RAMAPHOSA
président sud-africain

jointe de l'ANC, racontait avoir récemment survolé la campagne du Cap-Oriental, et pris conscience du contraste entre les grandes exploitations, d'un côté, et les microlopins des ex-bantoustans, de l'autre.

Les bantoustans, ou *homelands*, étaient les réserves dans lesquelles avaient été déplacés les Noirs auxquels les terres avaient été arrachées. Aujourd'hui encore, les conditions de vie y demeurent difficiles. Pour dire son désarroi face à cette manifestation géographique de la perpétuation d'un Etat de fait créé dans la violence, Jessie Duarte cherchait ses mots, puis concluait : « C'est un crime, c'est un crime contre notre humanité. » Elle reconnaissait aussi : « Cette question a de fortes dimensions émotionnelles... »

Pour « D^r Vuyo », comme on appelle M^{me} Mahlati, il faut donc retrouver un peu de sang-froid. Devant 300 fermiers noirs, elle donnait ce jour-là des pistes pour le futur : sélectionner des agriculteurs capables de gérer des terres, mettre au point un système d'aide financière et d'appui technique aux nouveaux arrivants dans ce secteur. Des listes de fermes à saisir circulent déjà. Elles ne sont peut-être pas authentiques. Bien authentique, en revanche, est la liste de 300 000 personnes qui ont déjà commencé à remplir des dossiers auprès de l'Afasa pour être incluses dans le système de redistribution. Ce chiffre augmente chaque jour. « Nous allons fournir des listes de personnes compétentes », assure « D^r Vuyo », ajoutant : « On présente les Noirs comme des gens qui ne veulent pas cultiver et qui ne convoient la terre que pour la vendre, mais c'est faux. »

Un homme absent ce jour-là, parce que trop occupé sur sa ferme pour courir les conférences, aurait pu servir de modèle à Vuyokazi Mahlati. Jimmy Botha, malgré son nom à consonance afrikaner, est noir. Il fait figure de « néorural », un homme des villes passé à la campagne. Il est l'un de ces nouveaux fermiers noirs dont les vocations se multiplient dans ce pays qu'on disait trop urbanisé pour générer ce genre d'aspirations. Jimmy Botha produit des herbes aromatiques, des salades, des épinards, avec, comme principal client, la chaîne de supermarchés haut de gamme Woolworths.

Il avait ce « vieux rêve » de devenir agriculteur, de « voir pousser ses récoltes », alors qu'il travaillait dans le secteur des télécoms. Une faillite, une série de rencontres l'ont amené à franchir le pas. Il contemple son domaine à Randfontein, dans la région du Magaliesberg, à l'ouest de Johannesburg. Des serres au plastique déchiré par la dernière grêle, qu'il n'a pas les moyens de réparer. Aux alentours, d'autres

serres, à perte de vue. Jimmy est le seul Noir de la région à être à la tête d'une exploitation. Et son récit tranche avec toutes les idées reçues. « Lorsque je me suis installé, raconte-t-il, il me manquait l'expérience pour savoir comment travailler la terre. Je suis simplement allé voir mes voisins, et je leur ai parlé franchement, en leur proposant de venir les voir travailler pour m'imprégner de leur savoir. Et ils ont accepté. Moi qui ai grandi dans un township, je découvrais un monde que je ne connaissais pas et que j'imaginais hostile. J'ai reçu une aide incroyable. Une véritable solidarité. »

Grain SA, le syndicat des gros céréaliers, a, de son côté, lancé un programme pour fournir un appui à 10 000 fermiers noirs. Dans le village d'un ancien bantoustan, à Salubindza, dans la province du Mpumalanga, collée au parc Kruger, on attend la pluie. Les agriculteurs ont déjà planté le maïs, et de petites pousses rachitiques sortent de terre. Toutes ne vont pas survivre. Jerry Mthombothi, de Grain SA, est venu faire une présentation sur les techniques de culture. Le syndicat fournit aux participants des kits d'intrants à prix cassés, avec des engrais, des semences, etc. « Certains sont passés de rendements d'une tonne par an à près de huit tonnes », se félicite Jerry Mthombothi, qui est également fermier noir et entend bien que cette catégorie se développe.

LE « CALCUL » DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Mais ici les terres sont « communales », c'est-à-dire placées sous l'autorité d'un chef traditionnel ; les lopins sont minuscules ; personne ne dispose d'un document prouvant l'usage de son champ. Nul ne peut, en conséquence, emprunter de l'argent en se servant de la terre comme caution. « S'ils avaient à la fois des terres et des papiers, ils feraient des miracles », glisse Jerry. Au hasard des rencontres dans les champs, alors que tombe enfin un peu de pluie du haut d'un ciel zébré d'éclairs, les fermiers disent leurs espoirs concernant la réforme : ils sont plus que raisonnables. « Une dizaine d'hectares, ce serait très bien, car au-delà il faut un tracteur, et je n'en ai pas », confie un homme.

Pour ces millions de petits fermiers, la réforme ouvre donc des perspectives importantes. Est-ce pour cette raison que l'ANC, déjà, remonte dans les sondages ? Les politologues sud-africains ont eu vite fait d'expliquer le « calcul » du nouveau président, Cyril Ramaphosa. Coincé sur son aile gauche par les promesses du parti de Julius Malema, qui a promis la terre aux millions de déshérités d'Afrique du Sud – ou plus exactement, comme il le

dit : « à notre peuple », et donc aux Noirs –, le président du parti centenaire aurait décidé de récupérer les idées et les voix de Malema.

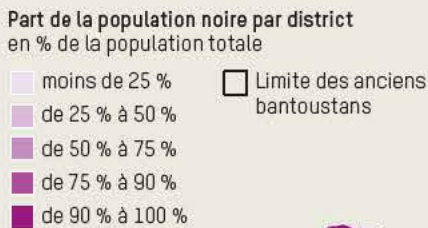
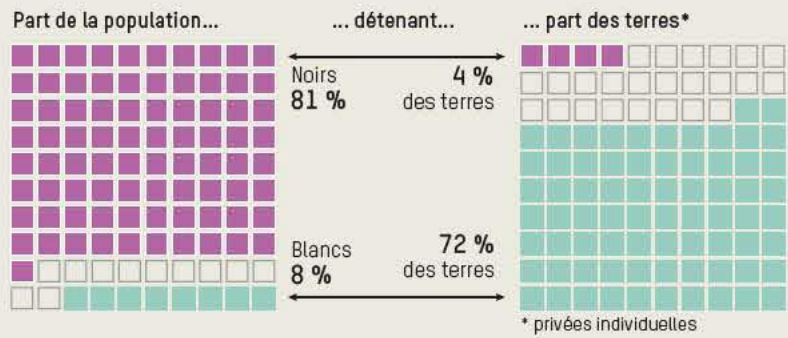
Il serait trompeur de se figurer que Cyril Ramaphosa ne poursuit qu'un but électoraliste. Déjà, en 1993, alors secrétaire général de l'ANC, il avait exposé ses idées lors d'une conférence sur la redistribution des terres qui avait eu lieu à Johannesburg : « La répartition massivement inégale de la terre n'est pas seulement un héritage regrettable de l'apartheid, c'est une continuation inacceptable de l'apartheid. » Depuis, il a repris le fil de ses pensées, annonçant que le vol des terres par les colons blancs était « le péché originel » de l'apartheid, et de la domination blanche. La réparation, dans cette perspective, s'impose pour permettre à une nation de retrouver son âme, les liens avec son passé, ses ancêtres, ses parents, ses souvenirs.

A Polokwane, dans la province du Limpopo, Motlanalo Lebepe, de l'organisation de défense des paysans sans terre Nkuzi, ne mâche pas ses mots à ce sujet. Autour de la ville, les maisons poussent à toute vitesse. On défriche, on clôture, on monte des murs avec une évidente précipitation. C'était là un territoire d'un ancien bantoustan. Peu à peu, ceux qui n'avaient que des lopins s'en voient chassés. « Depuis 1998, je me bats pour aider les communautés à monter les dossiers de réclamation de terres ancestrales. On a tellement de gens sans terre, il y en a de toutes les sortes, notamment des employés vivant sur des fermes et n'ayant rien : ni terres ni droits. »

Avec le recul, M^{me} Lebepe juge sévèrement les résultats de la première réforme : « Ceux qui ont eu accès à des terres n'avaient aucune aide pour se mettre à les cultiver. Pas la moindre. Il en résulte que la plupart ont échoué. Ils ont reloué leur terre à des fermiers blancs. Certains ont reçu de l'argent et, à la fin, ils restent sans terre, mais c'est plus simple et facile pour le gouvernement. » Elle cite le cas d'un fermier de Tzaneen, dans le Limpopo, tué par son propre fils en 2017, car celui-ci convoitait le pécule versé par un locataire pour cultiver sa propre terre. « Il y a tellement de propriétaires [blancs] qui ont beaucoup plus de terres qu'ils n'en ont besoin en réalité. Ils transforment des terres cultivables en fermes à gibier. Nous, on n'a pas la moindre intention de vivre avec des lions. » Et d'ajouter : « Pour que la réforme puisse avoir lieu, il faut que des occupations aient lieu. Il faut tout lancer au même moment. » Et de conclure : « Je peux même vous le dire : pour moi, il y a une bonne solution pour les Blancs. C'est qu'ils soient rejetés à la mer. » ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

DES INÉGALITÉS HÉRITÉES DE L'APARTHEID...



L'enjeu crucial des terres sud-africaines

Depuis la première réforme de 1994, la redistribution des terrains aux Noirs qui en avaient été expropriés se heurte aux problèmes de corruption et à l'opposition des chefs traditionnels

Dotés d'un statut plus ou moins autonome, les bantoustans ont réintégré l'Afrique du Sud en 1994, à la suite d'après négociations menées par les chefs traditionnels qui cherchaient à y maintenir leur pouvoir. Si les habitants y disposent d'un droit d'occupation, ces territoires surtout urbains appartiennent désormais à l'Etat. Celui-ci refuse d'en céder la propriété, redoutant des détournements par la corruption.

1913-1990 Confiscation des terres et exclusion des Noirs

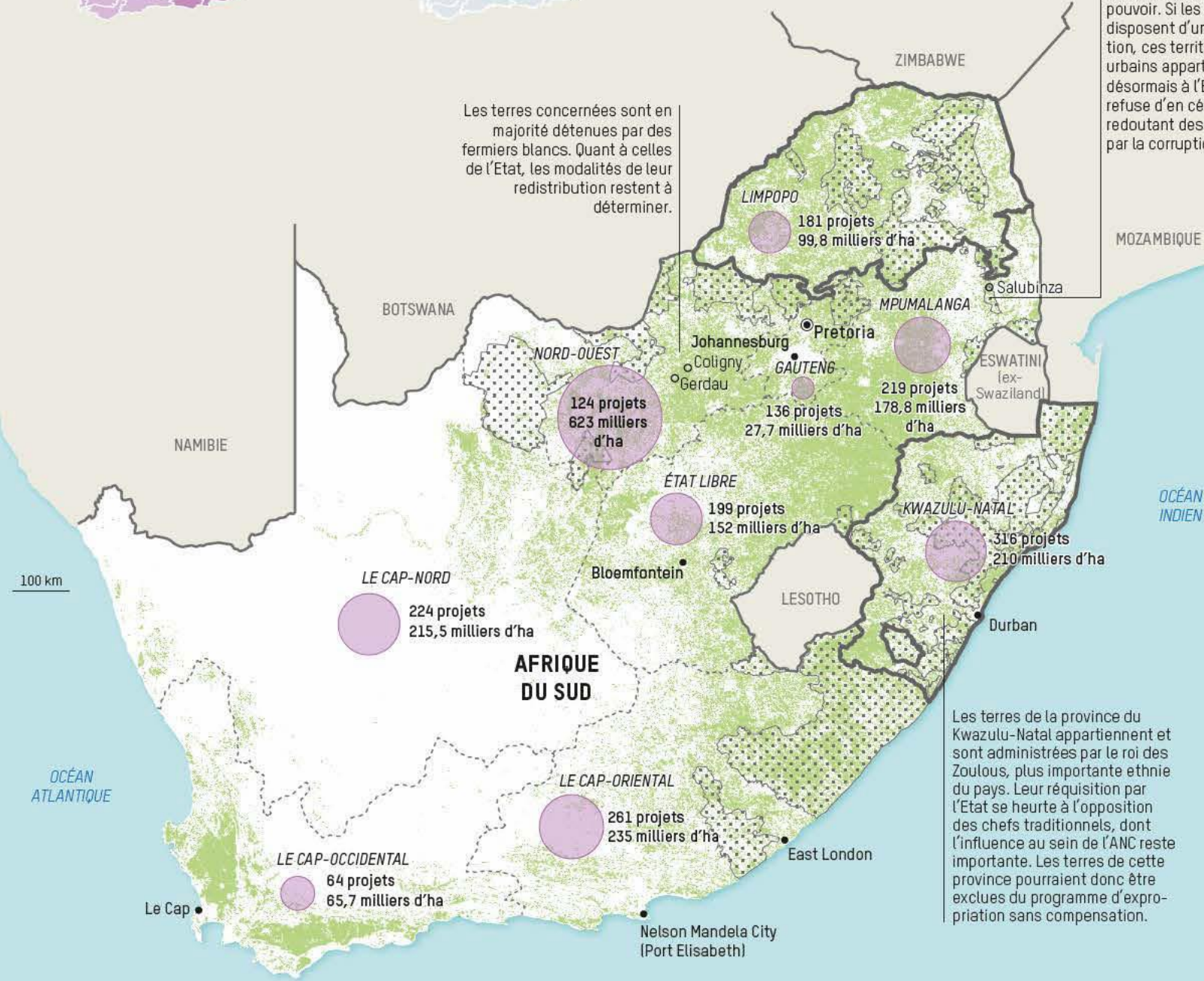
- 1913** Premières lois ségrégatives. L'accès des Noirs à la propriété foncière est limité à des zones réservées.
- 1948** Accession au pouvoir du Parti national (nationaliste pro-afrikaner blanc), qui instaure l'apartheid.
- 1959** Création des bantoustans, dix enclaves territoriales, où les Noirs sont déplacés.
- 1970** Le Bantou Homeland Citizenship Act retire aux Noirs leur citoyenneté en Afrique du Sud.

Depuis 1990 Restituer les terres aux Noirs

- 1990** Frederik De Klerk, élu président en 1989, ouvre des négociations avec le Congrès national africain (ANC, parti noir).
- 1991** Abolition officielle de l'apartheid.
- 1994** Nelson Mandela (ANC), élu président le 9 mai, souhaite restituer, à l'horizon 2001, 30 % des terres agricoles possédées par des Blancs aux Noirs, sur la base du volontariat.
- 1997** Une nouvelle Constitution inscrit la restitution des terres avec compensation.

Années 2010 Vers l'expropriation des Blancs ?

- 2013** Fondation du parti des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale), qui appelle à la nationalisation des terres sans compensation.
- 2018** Mise en place d'une commission chargée de réviser la Constitution afin d'autoriser l'expropriation des terres sans compensation.



... QUE LA PREMIÈRE RÉFORME AGRAIRE N'A PAS PERMIS DE RÉGLER

L'objectif de la première réforme (1994) était de redistribuer, sur la base du volontariat, 30 % des terres agricoles détenues par les Blancs aux Noirs, soit environ 24,5 millions d'hectares.



La réforme de la propriété de 1994 avait prévu deux systèmes : la restitution des terres aux Noirs qui pouvaient prouver que celles-ci leur avaient été confisquées ; dans le cas contraire, une redistribution des terres possédées par des Blancs avec, pour ces derniers, une compensation financière.

Terres redistribuées entre 2009 et 2018 par province, en milliers d'hectares

